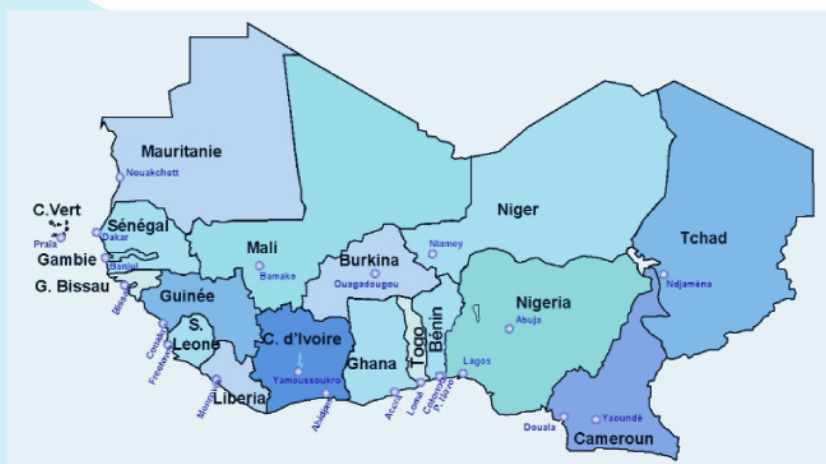


COMPTE RENDU

Réunion du Groupe d'orientation des politiques
Samedi 2 juillet 2005

Hôtel Marina, Cotonou – Bénin



Juillet 2005/Or. fr.

Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest/OCDE
Le Seine Saint-Germain, 4 Boulevard des Îles
92130 ISSY-LES-MOULINEAUX (France)
Adresse postale :
2, rue André-Pascal
75775 Paris Cedex 16
Tél.: +33 (0) 1 45 24 89 87
Fax: +33 (0) 1 45 24 90 31
www.oecd.org/sah

Table des matières

INTRODUCTION	1
I. PRÉSENTATIONS	2
1. <i>Le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO)</i>	2
2. <i>Le Protocole additionnel sur la Démocratie et la Bonne gouvernance de la CEDEAO</i>	3
3. <i>Le Forum des partis politiques, des médias et de la société civile</i>	3
II. ECHANGES AVEC LES PARTENAIRES AU DÉVELOPPEMENT	6
CONCLUSION	8
DOCUMENTS REMIS AUX PARTENAIRES AU DÉVELOPPEMENT PENDANT LA RÉUNION	9
LISTE DES PARTICIPANTS A LA RÉUNION DU GOP (JUILLET 2005- COTONOU- BÉNIN)	10

INTRODUCTION

Pour la première fois dans l'histoire du Club, **la réunion du Groupe d'orientation des politiques (GOP) du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO)** s'est tenue en Afrique à Cotonou au Bénin. Conformément à la demande exprimée par les partenaires au développement du Club, cette réunion avait pour objet d'échanger avec eux sur des thèmes d'intérêt commun, notamment sur le *Forum des partis politiques, des médias et de la société civile d'Afrique de l'Ouest*, qui venait de s'achever, remettant les questions d'ordre administratives et budgétaires à la réunion d'automne. Les membres du GOP avaient été invités à participer à la journée de restitution des travaux des ateliers de ce Forum ainsi qu'à sa clôture en tant qu'observateurs.

La réunion du GOP a été introduite par Mme Thérèse Pujolle, Présidente du Club, M. Normand Lauzon, Directeur du CSAO, Mme Sunhilt Schumacher, Directrice adjointe et M. Massaër Diallo, Responsable de l'Unité Gouvernance, Dynamique des conflits, Paix et Sécurité. Etaient également invités à intervenir en tant que partenaires dans l'organisation du Forum : M. John Igue, Président du Club de veille pour la paix en Afrique de l'Ouest et son Secrétaire exécutif, M. Boubacar Bâ. Une douzaine de représentants¹ de huit pays ont participé à cette réunion.

Avant de leur présenter grandes lignes des travaux qui se sont dégagées du Forum et de répondre à leurs questions, il a été jugé nécessaire de faire un bref rappel des orientations du CSAO, étant donné que la plupart des représentants des pays partenaires du Club en poste dans la région assistait pour la première fois à la réunion du GOP.

La réunion s'est articulée autour de trois thèmes :

- 1. Le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest ;**
- 2. Le Protocole additionnel sur la Démocratie et la Bonne gouvernance de la CEDEAO ;**
- 3. La synthèse des travaux du Forum des partis politiques, des médias et de la société civile.**

Chaque présentation a été suivie d'un échange avec les partenaires au développement dont la synthèse est présentée dans la Partie II de ce document.

¹ Liste des participants jointe.

I. PRÉSENTATIONS

1. *Le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO)*

Le Directeur, M. Normand Lauzon a fait une brève présentation du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest.

- Il a réaffirmé l'idée qu'il existait une interdépendance et une interaction entre les différents niveaux local, national, régional et continental ;
- Il a souligné l'importance pour le Club du partenariat étroit mis en place avec la CEDEAO, sans pour autant négliger les relations avec les autres partenaires comme le CILSS, l'UEMOA ou le ROPPA ;
- Il a indiqué que l'une des préoccupations constantes du Club était de s'assurer que ses chantiers et initiatives venaient compléter ceux des partenaires au développement ;
- Il a insisté sur l'approche régionale des travaux du Club.

Présentant les quatre principaux pôles de travail du CSAO, la directrice adjointe, Mme Sunhilt Schumacher a rappelé qu'ils ne constituaient que des cadres permettant au Club d'évoluer en fonction des demandes exprimées par les partenaires de la région et au développement.

Il s'agit des quatre pôles suivants:

- Perspectives de développement à moyen et long terme
- Développement local et Processus d'intégration régionale,
- Transformation de l'agriculture et Développement durable,
- Gouvernance, Dynamique des conflits, Paix et sécurité

A l'intérieur de ces pôles, un certain nombre de chantiers sont en cours :

- Dans le cadre de leur partenariat, le Secrétariat de la CEDEAO et le CSAO ont décidé de lancer une initiative de réflexion orientée sur les *Perspectives régionales de développement de l'Afrique de l'Ouest, l'Intégration régionale et l'Evolution du rôle de la CEDEAO*. Pour ce faire, ils ont organisé un symposium à Abuja en marge du 30^{ème} anniversaire de la CEDEAO regroupant des personnes représentatives de la société ouest-africaine. Parmi les questions qui ont été au coeur des préoccupations : l'avenir de la jeunesse et des migrations ; les transformations de l'agriculture ; la sécurité alimentaire ; le renforcement du marché régional... Un compte rendu de cette réunion est en cours de préparation et sera transmis aux membres du GOP prochainement.
- Afin d'aider à mieux comprendre le régional, le CSAO vient de publier un *Atlas régional des Transports et des Télécommunications* avec la CEDEAO et va réaliser un *Atlas général d'intégration régionale*. Les représentants se sont vus remettre des copies de la toute première édition de l'Atlas régional des Transports et des Télécommunications. Tous ces documents seront disponibles prochainement sur le site : <http://www.afriquefrontieres.org>
- A la demande de la CEDEAO, le CSAO s'est associé à la promotion du Protocole additionnel sur la Démocratie et la Bonne gouvernance, actuellement ratifié par seulement neuf États de la région.

2. *Le Protocole additionnel sur la Démocratie et la Bonne gouvernance de la CEDEAO*

- M. Massaër Diallo, Responsable de l'Unité Gouvernance, Dynamique des conflits, Paix et Sécurité a fait un bref rappel historique. En 1998, les États membres de la CEDEAO ont décidé de faire de l'ECOMOG une structure permanente de coopération militaire. Un an plus tard, suite aux différentes opérations de maintien de la paix de la force régionale au Libéria, en Sierra Leone et en Guinée Bissau, les États membres ont convenu de la création d'un Mécanisme de prévention, de gestion, de règlement des conflits, de maintien de la paix et de la sécurité. Ce Mécanisme s'attaque spécifiquement au traitement des conflits et aux autres types de causes. Dans la perspective de renforcer ce dispositif légal, les États ont décidé en 2001 à Dakar d'y adjoindre un protocole additionnel permettant de prendre en compte les causes politiques profondes des conflits, de l'instabilité et de l'insécurité et de fournir à la région et à ses acteurs un cadre légal consensuel et convergent. D'où le Protocole additionnel sur la Démocratie et la Bonne gouvernance, visant la consolidation de la paix, de la démocratie et de la stabilité dans la région.
- Le protocole compte 50 articles organisés en 3 chapitres. Il porte notamment sur la convergence des Constitutions des pays membres, d'où en sont déduits des principes constitutionnels communs. Il édicte le respect des libertés et des droits civiques et politiques. Il aborde la question de la séparation des pouvoirs militaires et civils. Il énonce l'ensemble des principes sur la laïcité des États. Il souligne l'importance de la lutte contre la pauvreté. Il appelle les États membres à éliminer toutes pratiques préjudiciables, dégradantes et discriminatoires envers les femmes, les enfants et la jeunesse.
- A la demande de la CEDEAO, le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest s'est impliqué dans la promotion et la diffusion de ce protocole ratifié à ce jour par 9 États ; ce qui va lui permettre d'entrer en vigueur. Dans les prochains mois, le CSAO avec la CEDEAO va lancer un travail de plaidoyer pour sa mise en œuvre.
- M. Massaër Diallo a conclu que le Forum avait constitué un moment fort dans la promotion de ce protocole dont les grandes lignes ont été présentées par le Général Diarra, Secrétaire exécutif adjoint de la CEDEAO, aux Affaires politiques, de défense et de sécurité. Par ailleurs, un exemplaire du texte complet ainsi qu'une fiche de présentation (voir annexe) ont été distribués à chaque participant. Enfin, l'une des recommandations retenues dans la Déclaration finale du Forum porte sur sa ratification et sa mise en œuvre.

3. *Le Forum des partis politiques, des médias et de la société civile*

- La réunion du GOP faisait suite au *Forum des partis politiques, des médias et de la société civile*, organisé par le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest en partenariat avec le Club de veille pour la paix en Afrique de l'Ouest, du 28 juillet au 1^{er} juillet 2005 à Cotonou. Ce Forum a été parrainé par les Présidents Alpha Oumar Konaré, Président de la Commission de l'Union africaine et le Président Mamadou Tandja, Président du Niger et Président en exercice de la CEDEAO. L'un des principaux objectifs était d'initier un dialogue au niveau régional entre les trois groupes d'acteurs (partis politiques, médias et société civile) à travers leur décloisonnement.
- Ce Forum a constitué un événement important pour la région. C'est en effet la première fois que ces trois types d'acteurs étaient rassemblés au niveau des 18 pays d'Afrique de l'Ouest pour entamer un dialogue et échanger leurs expériences sur la consolidation de la démocratie et

la construction de la paix. Ce Forum s'est également inscrit dans la logique de partenariat mis en place par le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest depuis plus d'un an avec la CEDEAO, qui a participé activement à ses travaux.

- M. Massaër Diallo a insisté sur la sélection à laquelle le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest avait dû procéder pour contenir le nombre de participants avec le souci constant d'inviter les groupes les plus représentatifs de la région, sachant par exemple que l'on dénombre plus de 900 partis politiques en Afrique de l'Ouest. Le degré de pertinence des critères a permis d'atteindre un très haut niveau d'équité dans la sélection. Dans chaque pays ont été retenus : deux délégués représentant les deux premiers partis politiques au pouvoir et les deux premiers issus de l'opposition (soit quatre personnes) ; quatre représentants de la société civile issus du leadership féminin, de la jeunesse, d'organisations syndicale ou patronale et d'ONG, et/ou un leader d'opinion. Parmi elles, ont été invités un représentant de la chefferie traditionnelle de Côte d'Ivoire ainsi qu'un représentant du patronat du Cameroun ; deux représentants des médias dont un issu des médias publics et un des médias indépendants ou proches de l'opposition.
- Le Forum a été introduit par les communications du Professeur Bathily, parlementaire de la CEDEAO, sur *l'État des lieux de la Démocratie en Afrique de l'Ouest* et du Général Diarra, de la CEDEAO sur le *Protocole additionnel sur la Démocratie et la Bonne gouvernance*. Ce Forum a atteint plusieurs objectifs : décloisonner les acteurs et les mettre en dialogue, et faire connaître le Protocole additionnel.
- Les débats se sont engagés en séances plénières et en ateliers (deux ateliers sur les partis politiques ; deux sur la société civile et un sur les médias) sur la base de plusieurs communications axées sur le rôle et les responsabilités des partis politiques, des médias et de la société civile dans la construction de la paix et la consolidation de la démocratie. (Voir annexe)

Plusieurs points essentiels s'en sont dégagés :

- **Atelier des partis politiques** : les représentants ont réfléchi à la façon d'améliorer les conditions du processus démocratique et cherché à savoir si la démocratie telle qu'elle était pratiquée dans les pays occidentaux était applicable comme telle en Afrique. Ils ont réfléchi également aux autres formes de démocratie pratiquées dans l'Afrique traditionnelle et examiné les manières de les adapter au contexte actuel.
- **Atelier de la société civile** : les représentants ont souligné la multiplicité des initiatives au niveau de chaque pays, qui devrait donner lieu à une réorganisation. Ils ont insisté sur l'importance de développer la citoyenneté notamment à travers l'éducation civique. Ils ont réaffirmé la nécessité d'utiliser les langues nationales pour atteindre la base la plus importante de la population et faire passer les messages.
- **Atelier des médias** : il a été recommandé de mettre en place des organes de régulation aux niveaux national mais aussi régional. De longues discussions ont eu lieu sur la formation des journalistes et la nécessité de faire connaître les règles déontologiques. Les représentants des médias ont également réaffirmé la nécessité de rester attentifs à la défense de la liberté de la presse.
- La restitution et le brassage de leurs travaux et réflexions se sont faits en séances plénières et ont donné lieu à des échanges francs et directs qui ont débouché sur la rédaction d'une Déclaration finale, texte consensuel entre les différents acteurs présents au Forum (voir annexe). Parmi les propositions retenues : la pérennisation de ce Forum, l'organisation

d'un forum similaire au niveau national, la promotion des recommandations contenues dans la Déclaration finale auprès des Chefs d'État de la CEDEAO, du Cameroun, de la Mauritanie et du Tchad pour suivi et application.

- Le Forum a été clôturé par la lecture de la Déclaration finale adoptée en séance plénière qui pose certains principes notamment sur l'inviolabilité des Constitutions, le rôle important de la société civile, la séparation des fonctions entre les chefs de partis et chefs d'État, et la liberté d'exercer librement le métier de journaliste.
- Bien qu'il soit encore trop tôt pour faire le bilan, les premières réactions recueillies auprès des participants à l'issue du Forum sont très positives. Les participants ont estimé que ce Forum était allé bien au-delà de ce qu'ils en attendaient. Plusieurs pays ont décidé d'explorer la possibilité d'organiser un tel forum à l'échelle nationale, ce qui a déjà été le cas en Mauritanie. Le CSAO s'est dit satisfait de constater qu'une dynamique avait été enclenchée qui permettait au Forum d'être pris en charge par les acteurs eux-mêmes, répondant ainsi aux demandes d'appropriation exprimées par les participants et le Club de veille.
- Un certain nombre d'actions et d'initiatives ont été lancées dans le cadre du suivi du Forum. Parmi elles :
 - o Restitution au niveau national des travaux du Forum et de la Déclaration finale par les divers acteurs présents ;
 - o Organisation à l'échelle nationale d'un forum similaire ;
 - o Promotion au niveau régional de cette approche visant à décloisonner les différents acteurs de la société ;
 - o Large diffusion de la Déclaration finale pour son suivi et son application ;
 - o Pérennisation du Forum à travers son appropriation par les divers acteurs d'Afrique de l'Ouest eux-mêmes ; les formes et les modalités d'implication du CSAO comme partenaire restant chaque fois à préciser.
- Le Club de veille pour la paix en Afrique de l'Ouest a été invité à faire une présentation de ses activités. Il a été sollicité pour faire un travail de médiation au Togo, où il s'est rendu au cours du Forum avec des représentants politiques pour rencontrer le Président Faure Essozimna Gnassingbe. Il devrait également jouer un rôle en Côte d'Ivoire, en Sierra Leone et au Libéria ; les représentants de ces pays ayant exprimé le souhait de les rencontrer. Par ailleurs, le président du Club de veille, M. John Igué a annoncé que son organisation disposait désormais d'un Secrétaire exécutif, en la personne de M. Boubacar Bâ, ce qui devrait lui permettre d'être plus opérationnel.

II. ÉCHANGES AVEC LES PARTENAIRES AU DÉVELOPPEMENT

Les Ambassadeurs ou leurs représentants participant au GOP ont réaffirmé l'importance d'une structure comme celle du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest pour échanger et alimenter la réflexion sur la région, d'une manière informelle. Ils ont eu l'occasion à plusieurs reprises au cours de la matinée de poser des questions et de faire des remarques. En voici un résumé :

- **La promotion des langues nationales :**

- *La promotion des langues nationales mise en avant au cours de ce Forum et reprise dans les recommandations de la Déclaration finale ne risque-t-elle pas d'être source de tensions dans des pays qui en comptent un très grand nombre comme au Bénin, par exemple ?*

Le CSAO a insisté sur la nécessité d'utiliser les langues nationales comme véhicule de communication, sans pour autant faire le choix d'une langue plutôt qu'une autre. Il a remarqué qu'au niveau politique, il était essentiel d'utiliser ces langues pour atteindre l'ensemble du corps électoral d'un pays. Il a souligné qu'il était indispensable que les Constitutions soient comprises par tout le monde. Certains pays ont déjà pris des initiatives dans ce sens. Enfin, l'utilisation et la promotion des langues locales doivent être un moyen de faire avancer la décentralisation.

- **Les organisations régionales :**

- *Certains représentants ont demandé au CSAO d'expliquer son approche résolument régionale et de faire le point sur ses relations avec la CEDEAO.*

Tout en reconnaissant la complémentarité nécessaire entre le local, le national et le régional, le Club a réaffirmé l'approche régionale de ses activités. Il a expliqué qu'il y avait beaucoup de questions transversales qui ne pouvaient être réglées qu'au niveau de la région : les transports, les télécommunications, la coopération transfrontalière, la gestion des biens publics régionaux, la sécurité alimentaire, les acridiens... Il a reconnu que ces organisations régionales en Afrique comme dans les pays occidentaux avaient des difficultés en raison de la lourdeur de leur administration. Néanmoins, le CSAO espérait que le partenariat engagé avec la CEDEAO contribuerait à la soutenir dans sa réflexion sur son rôle dans la région et ses relations avec ses partenaires. Le Club a également souligné qu'il existait d'autres organisations régionales non institutionnelles comme le ROPPA ou le PDM qui avaient besoin d'être soutenues.

Le CSAO a souligné que le Forum avait constitué un événement important pour la CEDEAO. Il lui a permis de se retrouver pour la première fois devant des acteurs représentant trois segments importants de la société ouest-africaine qui l'ont interpellée et lui ont demandé de rendre des comptes. Par ailleurs, la CEDEAO a participé au financement de ce Forum. Autant de signes encourageants pour l'avenir de cette organisation.

Le CSAO a annoncé qu'il allait lancer d'autres initiatives avec la CEDEAO, comme la création d'un site Internet sur l'Afrique de l'Ouest, qui inclurait la Mauritanie, le Tchad et le Cameroun.

▪ **Commission pour l’Afrique :**

- *Le CSAO a-t-il été impliqué dans les travaux de la Commission pour l’Afrique du Premier Ministre Tony Blair et de quelle manière ?*

Le CSAO a expliqué qu’il avait été impliqué dans le processus de consultation et avait fourni des commentaires à la Commission mais n’avait pas participé directement à la rédaction de ce document. Le CSAO avait alors insisté sur la nécessité de donner une image plus contrastée et plus équilibrée de l’Afrique, en mettant en avant les changements et les avancées survenus sur le continent au cours des 30 dernières années ainsi que l’intérêt stratégique que représente l’Afrique pour les pays développés.

▪ **Le suivi du Forum :**

- *Comment cette initiative va-t-elle être poursuivie au niveau du CSAO ?*

Il convient de rappeler que le Forum a demandé au CSAO de pérenniser cette initiative. Le CSAO a indiqué qu’il devait dans un premier temps dégager les enseignements de l’organisation d’un tel événement, avant de pouvoir répondre à cette question. Néanmoins, il se réjouit de constater qu’il a joué un rôle de promoteur et de déclencheur et que les participants au Forum souhaitaient s’approprier cette initiative et la poursuivre aux niveaux national et régional. Le CSAO leur a proposé d’apporter sa contribution intellectuelle si nécessaire et de poursuivre sa participation selon des formes et des modalités qui resteront à définir.

Le CSAO a fait remarqué que le financement de cet événement avait amputé son budget général de 75 000 €, ce qui allait entraîner un ralentissement d’autres activités du Club. Dans ces conditions, il ne pouvait pas s’engager sur une participation financière à court terme d’un nouvel événement de ce type.

▪ **Perspectives de développement à moyen et long terme :**

- Le CSAO a remarqué qu’en matière de développement, les bailleurs sont toujours très impatients de voir les résultats de leur aide, devant rendre compte aux contribuables de leur pays. Tout en reconnaissant l’indispensable nécessité de produire des résultats à court terme, le CSAO a souligné que son rôle est par ailleurs de susciter une réflexion en vue d’une prise de décisions concrètes sur l’horizon à moyen terme du développement de la région.

CONCLUSION

- La Présidente du Club et le Directeur du CSAO ont remercié les représentants d'avoir accepté de participer à cette première réunion du GOP en Afrique. Celle-ci a permis à un certain nombre d'entre eux de prendre la mesure de la situation de l'Afrique in situ et au Club de rencontrer les représentants des pays membres du GOP en poste dans la région.
- Cette réunion a favorisé un échange substantif sur des sujets d'intérêt pour la région et les partenaires au développement loin des considérations budgétaires et administratives.
- Une telle réunion thématique aura lieu à nouveau au printemps 2006 en Afrique de l'Ouest comme cela a été demandé par les membres du GOP lors de la réunion de novembre 2004. Les modalités en seront définies lors de la prochaine réunion à Paris en novembre 2005, à une date qui reste encore à déterminer.

DOCUMENTS REMIS AUX PARTENAIRES AU DÉVELOPPEMENT PENDANT LA RÉUNION

- ✓ Plaquette de présentation du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest
- ✓ Plaquette d'information du *Forum des partis politiques, des médias et de la société civile*
- ✓ Ordre du jour du Forum
- ✓ Communications thématiques du Forum :
 - « Rôle et responsabilités des partis politiques dans la construction de la démocratie et la paix en Afrique de l'Ouest », Massaër Diallo, CSAO
 - « Place et rôle de la société civile dans la consolidation de la démocratie et de la paix », John Igué, Club de veille pour la paix en Afrique de l'Ouest.
 - « Médias, conflits, paix et démocratie en Afrique de l'Ouest », Chérif Elvalide Sèye, Club de veille pour la paix en Afrique de l'Ouest.
- ✓ Note de présentation du « Protocole additionnel pour la Démocratie et la Bonne gouvernance », CSAO
- ✓ « Protocole additionnel pour la Démocratie et la Bonne gouvernance », CEDEAO
- ✓ Atlas régional des Transports et des Télécommunications
- ✓ Document de synthèse du *Recensement des études rétrospectives et prospectives de l'Afrique de l'Ouest* (mai 2005)
- ✓ « Le péril acridien en Afrique de l'Ouest et du Nord », Bilan, résumé des conclusions de la réunion d'information du 30 septembre 2004, et perspectives (Octobre 2004)
- ✓ Note de présentation sur le « Foncier, Transformation de l'agriculture et Conflits en Afrique de l'Ouest- Enjeux régionaux soulevés par les cas de la Sierra Leone, du Libéria et de la Côte d'Ivoire »- Présentation de la Phase 1 : Revue historique (mars 2005)
- ✓ Note d'information N°6: « Land, agricultural change and conflict in West Africa: Historical review to contribute to future debate and action ».
- ✓ Chroniques Frontalières N°2
- ✓ « Sécurité et insécurité: les États en Afrique de l'Ouest », Antoine Raogo Sawadogo, CSAO.

LISTE DES PARTICIPANTS A LA RÉUNION DU GOP (JUILLET 2005- COTONOU- BÉNIN)

(12 participants représentant 8 pays)

Participant	Pays	Titre	Organisation
Mme Barbara KONZET	Autriche	Attachée à l'Ambassade d'Autriche à Abidjan	Ambassade d'Autriche, Abidjan
Mme Micheline DOFFAGNE	Belgique		Ministre de la Coopération au développement
Mme Edith GOUIN	Canada	Agent de Développement pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre	Agence canadienne de développement international
Mme Thérèse PUJOLLE	France	Présidente du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest	CSAO
M. Francis DEFRAOUS	France	Conseiller	Ministère des Affaires Étrangères, Paris
Dr. Peter PIECK	Allemagne	Regionalgruppe Sahel/ Westafrika	GTZ
Mme Reiko KAWAMURA	Japon	Conseillère	Délégation permanente du Japon auprès de l'OCDE
M. Toshiro TAKAHARA	Japon		JICA, Bénin
M. Bram VAN OUIK,	Pays-Bas	Ambassadeur	Ambassade des Pays-Bas au Bénin
M. Massaër DIALLO	CSAO	Responsable de l'unité Gouvernance,	OCDE
Mrs. Donata GNISCI	CSAO	Politologue	OCDE
Mme Gwénola POSSÉMÉ-RAGEAU	CSAO	Conseillère en Planification stratégique et Relations extérieures	OCDE
Mr. Normand LAUZON	CSAO	Directeur	OCDE
Mrs. Sunhilt SCHUMACHER	CSAO	Directrice adjointe	OCDE
M. Franck IGUÉ	CSAO	Chargé de communication	OCDE
Mme Soura DIOP	CSAO		OCDE
Mme Jamila YAHY	CSAO		OCDE
Mme Gabriella LUTHY	CSAO		OCDE